

Un commentaire

sur les résultats de la Recherche Européenne sur les Valeurs 2000

Remarque préliminaire: Le commentaire d'un sondage revient à s'exprimer sur une photographie prise à un moment donné. Certes, le sondage montre des tendances qui, toutefois, doivent être confirmées dans le temps. Voilà pourquoi, il y a lieu de confronter les résultats du sondage de la recherche européenne sur les valeurs 2000 par exemple aux analyses et sondages du CRISP, du CRP Gabriel Lippmann et autres.

Le DP confirmé comme parti du centre politique

Une tendance centripète, c'est-à-dire une tendance vers le centre de l'électorat est depuis plusieurs élections déjà une constante. Ainsi, les chiffres confirment clairement le DP comme le seul parti du centre politique mais la concurrence des partis du PCS du POSL et de déi Gréng est réelle. Pourtant, leur centre de gravité est plutôt à gauche ou bien à droite de cette échelle.

Le PCS et le POSL vieillissent, le DP reste jeune

Ensuite, au niveau de la structure d'âge de l'électorat, le sondage montre que le DP est bien représenté dans toutes les catégories d'âge. C'est la preuve que le programme et l'action politique de ce parti touche les problèmes des électeurs, que les solutions proposées sont attrayantes pour tous, sans distinction d'âge. Dans ce contexte, il est particulièrement intéressant de constater que la "gauche" réalise un mauvais score dans la catégorie d'âge des moins de 25 ans et que l'électorat du PCS comme celui du POSL est en train de vieillir.

Droite, gauche, centre : le PCS et le POSL se cherchent

Ce processus de vieillissement de leur électorat, d'ailleurs confirmé par d'autres études, a conduit ces deux partis à mener, pendant ces derniers mois, des discussions sur la direction de leur stratégie politique future : le modernisme et le réformisme sont affichées

avec ostentation, ceci pour attraper plus de votes au centre. Or, leur prétention de devenir respectivement de rester un "catch-all party" entraîne aussi des luttes politiques sur les extrémités : le POSL sur la gauche, le PCS sur la droite. Le sondage, les polémiques dans les journaux partisans, mais aussi les derniers résultats électoraux montrent les difficultés de cet exercice. Voilà pourquoi, il reste à suivre de près les efforts du PCS vers le centre électoral, un mouvement qui risque d'ouvrir le flanc droit en faveur de l'ADR, et les efforts du POSL qui a déjà connu, suite à sa réorientation vers le centre politique, un échec électoral en 1999.

Le DP ne semble pas avoir besoin de se réorienter : Il reste un vrai parti du centre politique et, surtout, il est perçu comme tel par les électeurs. De plus, ayant toujours été un parti engagé pour le progrès social, économique et technique, le DP n'a pas à faire des manœuvres politiques à l'instar du PCS et du POSL.

L'ADR, une inconnue

Aussi, est-il intéressant de constater que l'électorat de l'ADR semble avoir des problèmes à se positionner sur l'échelle gauche/droite, ce qui montre que l'ADR reste perçu comme un "single-issue party". Ce n'est donc pas un parti appuyé grâce à ses idées, convictions ou visions politiques, mais plutôt un parti soutenu par un électorat souhaitant qu'un problème précis, à savoir celui des retraites, soit résolu par la

politique. La table ronde "pensions" a apporté une amélioration au niveau des retraites du régime général des pensions, ce qui laisse présager qu'au moins une partie de l'électorat de l'ADR devrait réorienter ses intentions de vote.

Il est établi que, dans les sondages, les intentions de vote se diluent sur les extrémités politiques : Le fait que seulement 2% prétendent vouloir voter pour l'ADR alors que ce parti a obtenu 7 mandats lors des élections législatives de 1999 démontre largement cette thèse. Ainsi, il faut remarquer que le sondage, surtout sur les extrémités, ne fournit pas une image exacte des préférences de l'électorat.

La volatilité des électeurs augmente

44% des électeurs sont indécis ce qui ne démontre pas un effacement certain du clivage gauche/droite mais plutôt une adhésion moins forte de l'électorat aux partis politiques. En effet, la volatilité de l'électorat n'a cessé d'augmenter, quoique doucement, depuis les élections de 1979. Ainsi, l'actualité politique et les solutions concrètes aux problèmes du pays, proposées par les partis politiques, déterminent de plus en plus les intentions de vote.

Du vote "idéaliste" au vote "réaliste"

Du vote "idéaliste" le Luxembourg est passé au vote "réaliste". C'est-à-dire que le rôle de l'idéologie et de l'origine sociale diminue, ce qui est particu-

lièrement flagrant dans la circonscription sud du pays. Cette circonscription, caractérisée jusqu'ici par un électorat "idéaliste" socialiste, est en train de basculer entre autres en direction du DP. Les mutations sociales dans cette partie du pays vont clairement au détriment du POSL qui a visiblement du mal à se positionner face à son électorat traditionnel.

L'intégration politique de nos concitoyens étrangers est un "must"

Au niveau de l'électorat étranger le sondage montre que tous les partis politiques doivent continuer leurs efforts d'intégration ensemble avec les concernés. Si 67% des Portugais et 42% des autres nationalités ne savent ou ne veulent pas déclarer des intentions de vote pour un parti politique déterminé, c'est qu'il reste du pain sur la planche pour ce qui est de l'intégration politique des étrangers. En effet, il ne suffit pas d'intégrer nos concitoyens étrangers par le passeport. Il faut surtout une intégration par le biais de la citoyenneté, une citoyenneté qui est à comprendre comme participation active à la société et à la vie politique. En comparant les deux tableaux de la politique des Luxembourgeois à l'égard des étrangers au tableau relatif aux préférences de vote selon les nationalités, nous remarquons que, des deux côtés, il reste des efforts importants à faire en direction d'une vraie intégration.

Dans ce contexte, l'exemple récent des élections présidentielles en France devrait nous interpeller. Le sondage montre clairement un certain malaise qu'une partie des Luxembourgeois semble éprouver à l'égard de leurs concitoyens étrangers. Il faut que le milieu politique prenne au sérieux cette tendance et qu'il lance un vrai débat public sur l'évolution de notre société. En effet, l'évolution démographique du Luxembourg se caractérise par un accroissement de la population étrangère respectivement du nombre de salariés étrangers et partant une augmentation de la concurrence sur le marché de l'emploi. Voilà pourquoi, il importe que le milieu politique et l'ensemble des partis politiques prennent leur responsabi-

lité et expliquent clairement les défis et les chances d'une telle évolution.

Des deux côtés, luxembourgeois et étranger, il faut une prise de conscience des problèmes ressentis par l'autre. Il faut que le citoyen luxembourgeois comprenne mieux son voisin étranger et vice versa. Pour ce faire, il est néces-

La liberté par rapport à l'égalité et l'individu par rapport à l'Etat sont appréciés différemment selon les préférences politiques, les électeurs du DP préférant plutôt la liberté à l'égalité, faisant plutôt confiance aux qualités de l'individu et se fiant moins à l'Etat.

saire d'œuvrer pour une vraie intégration, une intégration effective par la culture, l'emploi, la langue et la politique.

L'histoire du Luxembourg est fondamentalement marquée par une excellente cohabitation entre population autochtone et étrangère. C'est cette tradition qu'il s'agit de continuer et de préserver contre tout éventuel réflexe conservateur qui voit dans la présence des étrangers une menace pour l'identité, l'emploi et la langue.

Démocratie et démocratie directe vont bien ensemble

Au niveau des formes d'action politique le Luxembourg peut se vanter d'une certaine culture d'action politique. Or, il est intéressant de voir que militer dans un parti politique n'est pas majoritairement perçu comme une forme adéquate pour s'exprimer politiquement, mais que les manifestations et pétitions semblent plutôt prévaloir auprès des électeurs. Il y a lieu de rappeler que le DP a toujours soutenu ces éléments de démocratie directe et a insisté sur une vraie culture de dialogue à tous les niveaux de la société. En effet, certai-

nes formes de démocratie directe arrivent à canaliser les mouvements politiques ad hoc et à assurer un débat public vivant ainsi qu'une certaine stabilité politique.

Militer dans un parti n'est pas perçu par les citoyens comme une forme d'action politique exclusive, ce qui montre aussi que les citoyens se sentent moins liés aux partis et qu'ils éprouvent le besoin de s'exprimer aussi par d'autres vecteurs politiques. Ce n'est en principe pas un signe alarmant pour les partis, sous condition qu'ils sachent donner les réponses correctes aux questions posées par les citoyens et, surtout, s'ils parviennent à agréger et interpréter correctement les conclusions politiques tirées par les citoyens dans les multiples enceintes de démocratie directe.

Valeurs matérielles et immatérielles: mêmes objectifs, différentes méthodes

En ce qui concerne les valeurs matérielles et immatérielles telles que liberté, égalité, satisfaction des besoins de base, il est vrai que l'importance des vieux clivages idéologiques classiques entre bourgeoisie / classe ouvrière, entre socialisme / libéralisme commence à diminuer, quoiqu'il reste des différences d'appréciation. En effet, l'importance de ces clivages a diminué au fur et à mesure que le Luxembourg a connu un essor économique important, ayant eu comme conséquence un niveau de rémunération élevé et une protection sociale importante par rapport à l'étranger.

Ainsi, les objectifs sont partagés en principe par les électeurs des trois grands partis politiques. Il reste toutefois des différences au niveau de la méthode. En effet, le sondage montre qu'un électeur du POSL ne se distingue plus tellement des autres grands partis en ce qui concerne son approche à l'égard de la justice sociale. Toutefois, il existe des différences entre les approches: La liberté par rapport à l'égalité et l'individu par rapport à l'Etat sont appréciés différemment selon les préférences politiques, les électeurs du DP préférant plutôt la liberté à l'égalité, faisant plutôt confiance aux qualités de l'individu et se fiant moins à l'Etat. Ceci prouve qu'il

existe des différences entre les adhérents des différents partis politiques surtout dans la perception des différents concepts politiques par les électeurs. Dans ce contexte on ne peut que difficilement parler d'un amalgame de partis politiques sans contours et sans différence au niveau des contenus.

L'Eglise, les Luxembourgeois et les étrangers

Ensuite, il y a lieu de remarquer que le sondage montre que d'autres clivages persistent à l'exemple du clivage religion / laïcisme ou bien que de nouveaux clivages sont apparus tel le clivage luxembourgeois / étrangers. Ce sont des sujets controversés à l'image du sondage sous rubrique, dont la politique, tous les partis politiques doivent s'occuper.

Surtout le dernier clivage doit être vu en relation avec l'évolution future du Luxembourg. En effet, la discussion sur les soi-disant 700.000 habitants est inutile et dangereuse à la fois. Inutile parce que personne ne peut prédire l'évolution d'un pays sur 50 ans, dangereuse parce que la discussion suscite des craintes et, pire encore, risque de susciter des réactions xénophobes et de paralyser la volonté collective et les forces nécessaires pour prendre en main le destin immédiat du Luxembourg parce que le regard reste occulté par une discussion stérile sur un avenir éventuel.

Le sondage, quoiqu'il ait été effectué avant la récente discussion sur l'avenir du Luxembourg, montre qu'une partie des Luxembourgeois semblent avoir des inquiétudes concernant le nombre élevé de concitoyens étrangers, ceci au niveau de la langue, du chômage et de l'évolution de la part des étrangers dans la population. Il s'agit d'analyser ces résultats, de les interpréter correctement et surtout d'agir en direction d'une vraie intégration de nos concitoyens étrangers. En effet, la synthèse de cette analyse doit être caractérisée d'une volonté politique générale de ne pas laisser la place à la xénophobie, au racisme et aux tendances d'extrême-droite.

En ce qui concerne le clivage religion / laïcisme il y a lieu de constater que les opinions diffèrent sensiblement selon les préférences de vote. Quoique ce son-

dage n'ait traité que la question du financement de l'Eglise catholique, les électeurs semblent divisés sur le rôle de l'Eglise dans notre société. Néanmoins, ce sondage montre clairement qu'une grande majorité des électeurs veut être informée sur l'utilisation par l'Eglise du soutien financier de l'Etat. C'est

Sur des questions touchant l'homosexualité, l'avortement, le divorce, l'euthanasie et le suicide les électeurs du DP font preuve d'une vraie approche libérale et se distinguent non seulement du PCS mais aussi du POSL.

donc moins la question du financement de l'Eglise par l'Etat mais plutôt la transparence des transactions financières de l'Eglise qui semble préoccuper les citoyens. C'est un résultat très intéressant dans la mesure où il montre aussi que la stricte séparation Eglise/Etat tant souhaitée par le POSL est très loin de faire l'unanimité auprès des électeurs en général et même auprès de l'électorat socialiste en particulier.

Sujets de société : les électeurs du DP confirment

En ce qui concerne les sujets de politique de société, le sondage dévoile clairement les différences entre les trois grands partis politiques. En effet, sur des questions touchant l'homosexualité, l'avortement, le divorce, l'euthanasie et le suicide les électeurs du DP font preuve d'une vraie approche libérale et se distinguent non seulement du PCS mais aussi du POSL. Le DP reste donc dans la perception des électeurs le parti politique par excellence œuvrant pour le progrès dans le domaine des sujets de société.

Toutefois, force est de constater que, en général, les questions relatives aux sujets de société ne font pas l'unanimité. Surtout, les questions liées à l'euthanasie et au suicide restent très controversées. La commission spéciale "d'éthique" qui s'occupe actuellement du problème de l'euthanasie doit s'inter-

roger, au vu de ces résultats, si elle veut proposer une législation sur l'euthanasie ou non. Toutefois, il y a lieu de se poser la question si les citoyens sont suffisamment informés sur le sujet ou si la position réservée exprimée dans ce sondage est fondée sur une argumentation précise. La Commission spéciale "d'éthique" devrait continuer à mener un large débat public sur la question de l'euthanasie. En effet, il n'est pas correct de dire que les discussions sur l'euthanasie menées à la Chambre des Députés en 1999 ne devraient plus être reprises et qu'il suffit maintenant de légiférer en la matière. Au contraire, le sondage peut être interprété dans ce sens qu'à beaucoup de questions il n'a pas encore été donné une réponse politique suffisante ou concluante.

Conclusion générale

En général, on peut retenir de ce sondage que les partis politiques essayant de se réorienter vers le centre politique, à savoir le PCS et le POSL, rencontrent des sérieux problèmes à se positionner auprès de leurs électeurs et que les messages donnés par ces partis ne sont pas toujours identiques avec ceux des électeurs. Ainsi, les électeurs du PCS restent conservateurs en ce qui concerne les sujets de société tandis que les électeurs du POSL semblent avoir une opinion divergente de leur parti en ce qui concerne, par exemple, la question du rôle de l'Eglise dans notre société. Voilà pourquoi, il y a lieu de retenir qu'un vrai clivage idéologique interne, un clivage entre tradition idéologique et modernisme, a surgi entre les électeurs et ces deux partis.

De plus, le sondage a clairement montré que le DP est le seul parti politique vraiment situé au centre politique avec une tendance progressiste en ce qui concerne les sujets de société et que le DP est clairement perçu comme tel par les électeurs.

Enfin, le sondage a sans doute signalé à tous les partis politiques qu'il existe bel et bien un clivage Luxembourgeois / étrangers, dont il ne faut certainement pas surestimer l'importance mais qu'il faut prendre au sérieux, surveiller de près et essayer d'éliminer.

Dan Theisen

Secrétaire parlementaire du DP